
Justice climatique

La justice climatique est un terme utilisé pour désigner le réchauffement climatique comme une question éthique et politique, plutôt qu'une question purement environnementale ou physique. Pour ce faire, on établit un lien entre les effets du changement climatique et les concepts de justice, en particulier la justice environnementale et la justice sociale, et on examine des questions telles que l'égalité, les droits de l'homme, les droits collectifs et les responsabilités historiques en matière de changement climatique. Une préoccupation importante liée à la justice climatique est le problème que les personnes les moins responsables du changement climatique en subissent les conséquences les plus graves. Le terme « justice climatique » est également utilisé pour désigner les actions en justice sur les questions liées au changement climatique. En 2017, un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement a recensé 894 actions en justice en cours dans le monde.

La justice climatique affirme les droits des communautés qui dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance et leur culture à les posséder et à les gérer de manière durable et s'oppose à la marchandisation de la nature et de ses ressources.

Impact disproportionné

Les groupes défavorisés continueront d'être touchés de manière disproportionnée à mesure que le changement climatique se poursuivra. Ces groupes seront affectés par des inégalités fondées sur des caractéristiques démographiques telles que les différences de sexe, de race, d'origine ethnique, d'âge et de revenus. L'inégalité augmente l'exposition des groupes défavorisés aux effets néfastes du changement climatique tout en augmentant leur susceptibilité à la destruction causée par le changement climatique. Un problème lié à la destruction consiste dans le fait que les groupes défavorisés sont les derniers à recevoir une aide d'urgence et sont rarement inclus dans le processus de planification aux niveaux local, national et international pour faire face aux impacts du changement climatique.

Les communautés de couleur, les femmes, les groupes indigènes et les personnes à faible revenu sont tous confrontés à une vulnérabilité accrue au changement climatique. La capacité des populations à atténuer les conséquences négatives du changement climatique et à s'y adapter est déterminée par des facteurs tels que le revenu, la race, la classe, le sexe, le capital et la représentation politique...

Une façon d'atténuer les effets disproportionnés du changement climatique pour parvenir à une justice climatique est d'impliquer les groupes défavorisés dans le processus de planification et d'élaboration des politiques afin que ces personnes aient leur mot à dire sur leur propre avenir. Cela permettrait également aux groupes minoritaires d'avoir un meilleur accès aux ressources pour s'adapter et planifier en fonction du changement climatique.

Sexe et justice climatique

Le changement climatique et le sexe est une façon d'interpréter les impacts disparates du changement climatique sur les hommes et les femmes, en se basant sur la construction sociale des rôles et des relations entre les sexes. Le changement climatique augmente l'inégalité entre les sexes, réduit la capacité des femmes à être financièrement indépendantes et il a un impact global négatif sur les droits sociaux et politiques des femmes, en particulier dans les économies qui sont fortement basées sur l'agriculture. Dans

de nombreux cas, l'inégalité entre les sexes signifie que les femmes sont vulnérables aux effets négatifs du changement climatique. Cela est dû aux rôles des sexes, en particulier dans le « monde en développement », cela signifie que les femmes sont souvent dépendantes de l'environnement naturel pour leur subsistance et leurs revenus. En limitant davantage l'accès déjà restreint des femmes aux ressources physiques, sociales, politiques et fiscales, le changement climatique fait souvent peser sur les femmes un fardeau plus lourd que sur les hommes et peut amplifier les inégalités existantes entre les sexes.

Des différences fondées sur le sexe ont également été identifiées en ce qui concerne la conscience, la causalité et la réaction au changement climatique. De nombreux pays ont élaboré et mis en œuvre des stratégies et des plans d'action concernant le changement climatique fondés sur le sexe. Par exemple, au début de l'année 2010 le gouvernement du Mozambique a adopté une stratégie et un plan d'action pour l'égalité entre les sexes en ce qui concerne l'environnement et le changement climatique : c'était le premier gouvernement au monde à le faire. Cependant, l'analyse du sexe dans le changement climatique ne se limite pas aux femmes ; elle implique non seulement l'application d'un système d'analyse binaire homme/femme à des ensembles de données quantitatives, mais aussi la structuration d'une construction discursive qui façonne les relations de pouvoir liées au changement climatique.

Disparités socio-économiques – changement climatique et pauvreté

Le changement climatique affecte de manière disproportionnée les communautés pauvres et à faibles revenus dans le monde entier. Les personnes en situation de pauvreté ont plus de chances de subir les effets néfastes du changement climatique en raison d'une exposition et d'une vulnérabilité accrues. La vulnérabilité représente la mesure dans laquelle un système est susceptible ou incapable de faire face aux effets néfastes du changement climatique, y compris la variabilité du climat et les extrêmes ; les effets du changement climatique sur la santé, l'économie et les droits de l'homme exacerbent les inégalités environnementales existantes. Le quatrième rapport national d'évaluation du climat du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a constaté que les personnes et les communautés à faible revenu sont plus exposées aux risques et à la pollution de l'environnement et ont plus de mal à se remettre des effets du changement climatique. Par exemple, les communautés à faible revenu mettent plus de temps à se remettre d'une catastrophe nationale.

Le changement climatique soulève certaines questions d'éthique climatique car les 50 « pays les moins développés » du monde représentent une contribution déséquilibrée de 1 % aux émissions mondiales de gaz à effet de serre qui sont théoriquement attribuables au réchauffement de la planète. Les questions de justice climatique et de justice distributive sont au cœur des options politiques en matière de changement climatique. De nombreux instruments politiques souvent utilisés pour résoudre les problèmes environnementaux, tels que l'analyse coûts-avantages, en général ne traitent pas ces questions de manière adéquate car ils ignorent souvent les questions de juste répartition et les effets sur les droits de l'homme.

Changement climatique et peuples indigènes

Le changement climatique a un impact disproportionné sur les populations indigènes du monde entier, notamment en termes de santé, d'environnement et de communautés. Les populations indigènes d'Afrique, de l'Arctique, d'Asie, d'Australie, des Caraïbes, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et du Pacifique disposent de stratégies et de connaissances traditionnelles pour s'adapter au changement climatique. Les systèmes de connaissances peuvent être bénéfiques pour leur propre adaptation au changement climatique et s'appliquer aux populations non indigènes.

La majorité de la diversité biologique et culturelle du monde se trouve dans les territoires indigènes. On compte plus de 370 millions d'indigènes répartis dans plus de 90 pays. Environ 22 % des terres de la planète sont des territoires indigènes ; le taux varie légèrement en fonction de la manière dont l'identité et l'utilisation des terres sont déterminées. Les peuples indigènes ont le rôle important de principaux gardiens des connaissances au sein de leurs communautés, y compris les connaissances relatives à la maintenance des systèmes socio-écologiques...

Les populations indigènes ont une myriade d'expériences des effets du changement climatique en raison des différentes zones géographiques qu'elles habitent à travers le monde et des différences de cultures et de moyens de subsistance. Les peuples indigènes présentent une grande variété de différences que la science occidentale commence à inclure dans ses recherches sur le changement climatique et ses solutions potentielles. Les concepts de connaissances ancestrales et de pratiques traditionnelles sont de plus en plus respectés et pris en compte dans la recherche scientifique occidentale.

Causes de l'injustice climatique

L'un des points de discordance dans les débats sur la justice climatique est la mesure dans laquelle le capitalisme est considéré comme cause principale de l'injustice climatique. Cette question conduit fréquemment à un désaccord fondamental entre, d'une part, les groupes environnementaux libéraux et conservateurs et, d'autre part, les organisations de gauche et radicales. Alors que les premiers ont tendance à attribuer la responsabilité du changement climatique aux excès du néolibéralisme et à plaider en faveur d'une réforme fondée sur le marché, les seconds considèrent le capitalisme avec ses traits d'exploitation comme la question centrale sous-jacente.

Approches politiques concernant la justice climatique

Le 21^e siècle est devenu le moment de prendre des mesures sérieuses en faveur de la justice climatique, car les élites ne voulaient pas résoudre les problèmes environnementaux et sociaux liés à la justice climatique. En même temps les activistes de la justice climatique ont commencé à exiger de plus en plus qu'il soit important de prendre des mesures alternatives. Par exemple, la campagne « Climate Justice Now ! » qui est un réseau d'organisations qui plaident pour la justice climatique, a été créée en 2007 par la CCNUCC. En outre, en 2010, le gouvernement bolivien a parrainé la « Conférence mondiale des peuples contre le changement climatique et des droits de la Terre-Mère » à Cochabamba, qui a permis de mettre en relation de nombreux activistes de la lutte contre le changement climatique. De nombreux groupes politiques ont également commencé à prendre des mesures impressionnantes en faveur du changement climatique. La campagne de base du groupe de citoyens Diné au Nouveau-Mexique a empêché la création de la centrale au charbon de

Desert Rock, qui aurait été le troisième monolithe polluant dans cette petite communauté rurale. Des propositions de nouvelles centrales au charbon ont été annulées parce que la communauté est contre et a ainsi contribué à maintenir la pollution climatique à un faible niveau. La multiplication des groupes politiques pour la justice climatique a contribué à aller à l'encontre de nombreuses entreprises et a permis de réduire la pollution.

Sources :

https://en.wikipedia.org/wiki/Climate_justice

<https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2019/05/climate-justice/>

[https://www.ende-gelaende.org/wp-](https://www.ende-gelaende.org/wp-content/uploads/2018/07/Presentation_english_75dpi.pdf)

[content/uploads/2018/07/Presentation_english_75dpi.pdf](https://www.ende-gelaende.org/wp-content/uploads/2018/07/Presentation_english_75dpi.pdf)

<https://www.youtube.com/watch?v=OKYSXhiEgSI>